


MEDIAPART
Proche et Moyen-Orient — Analyse

Après avoir longtemps discrédité les chiffres palestiniens, Israël reconnaît plus de 71 000 morts à Gaza

Les autorités israéliennes et des figures politiques ou médiatiques internationales avaient remis en cause les statistiques du ministère de la santé palestinien, sans jamais offrir de bilan alternatif. Certaines études suggèrent que les chiffres officiels sont largement sous-estimés.

Clothilde Mraffko

3 février 2026 à 12h14

Le président états-unien Joe Biden lui-même avait participé à la vaste entreprise de délégitimation israélienne. Le 25 octobre 2023, alors que Gaza était ravagée par les bombardements israéliens depuis un peu plus de deux semaines, le ministère de la santé palestinien avançait un bilan humain effroyable : plus de 7 000 Palestinien·nes tué·es. Le locataire de la Maison-Blanche, qui a soutenu sans réserve la guerre israélienne, affirmait alors n'avoir « *aucune confiance dans les chiffres utilisés par les Palestiniens* ». Il concédait certes que « *des innocents [avaient] péri* » mais, disait-il, c'est « *le prix à payer pour une guerre* ».

Deux ans plus tard, plusieurs organisations internationales et juristes accusent Israël d'avoir commis un génocide à Gaza. Le bilan officiel au 2 février 2026 s'élève à 71 800 Palestinien·nes tué·es par Israël dans l'enclave depuis octobre 2023, selon le ministère de la santé palestinien. Au moins 11 000 autres sont porté·es disparu·es, probablement enfoui·es sous les ruines, estime l'ONU.

Fin janvier, après plus de deux ans à instiller le soupçon, des responsables militaires israéliens ont fini par endosser les chiffres palestiniens devant des médias israéliens. « *Le travail de classification entre les terroristes et les civils non impliqués est en cours* », ont précisé les sources, selon Ynet.



Un homme en deuil parmi les corps des victimes des frappes israéliennes sur Jabaliya, à l'hôpital indonésien de Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, le 14 mai 2025. © Photo Bashar Taleb / AFP

Un responsable militaire s'est défendu auprès de Mediapart : ces éléments, assure-t-il, ne « *reflètent pas les données officielles* » de l'armée israélienne. Jusqu'alors, Israël s'était contenté de donner des estimations du nombre de combattants tués. Première brèche dans les dénégations en chaîne qui dureraient depuis deux ans, l'ex-chef d'état-major israélien Herzi Halevi (en poste jusqu'en mars 2025) avait reconnu en septembre 2025, devant les habitant·es d'une communauté jouxtant la bande de Gaza, que « *plus de 10 % [des habitants de Gaza avaient] été tués ou blessés* », des chiffres en concordance avec les statistiques du ministère palestinien.

Communication israélienne

« *La controverse sur le nombre de morts pourrait bien prendre fin mais le débat sur l'identité des morts devrait se poursuivre* », prévient le journaliste Nir Hasson dans un article du quotidien israélien *Haaretz*. Les dénégations israéliennes ont changé de cible : Israël n'entend plus questionner le nombre de mort·es mais se justifie en affirmant qu'il s'agissait majoritairement de combattants.

En mars 2024, déjà, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, avançait un ratio de un civil pour un homme armé tué. La réalité des sources militaires israéliennes déclassifiées, révélées en août dans une enquête conjointe du quotidien britannique *The*

Guardian, du média israélien *Local Call* et du partenaire de Mediapart *+972 Magazine*, semble au contraire indiquer que 83 % des Palestiniens tués jusqu'à mai 2025 étaient des civils. Plus de 20 000 enfants figurent alors parmi les morts, 10 400 femmes, presque 5 000 personnes âgées. Et il n'y a bien sûr pas que des combattants, tant s'en faut, sur les plus de 31 700 morts masculins recensés.

Le récent revirement israélien sur les statistiques palestiniennes n'a pas vraiment été repris dans les journaux locaux, à l'exception de *Haaretz*, et, à l'international, les priorités éditoriales n'ont plus Gaza dans le viseur. Les autorités israéliennes sont coutumières de ces techniques de communication. D'abord, nier. Puis jeter le doute. Ensuite, le ton catégorique disparaît. Enfin, quand l'attention médiatique est retombée, concéder, à demi-mot, des responsabilités, sans donner suite.

Le discours israélien autour de l'assassinat de la journaliste palestinienne de nationalité états-unienne Shireen Abu Akleh, à Jénine, le 11 mai 2022, constitue un exemple éclairant. Tout de suite après l'annonce de la mort de la reportrice, alors que les témoins palestiniens pointaient tous la responsabilité de l'armée israélienne, le premier ministre israélien de l'époque, Naftali Bennett, avait accusé des combattants palestiniens, publiant une vidéo d'hommes en armes qui tirent.

Quelques heures plus tard, l'ONG israélienne B'Tselem avait démontré que la scène avait été filmée dans une autre partie du camp de Jénine, et qu'il n'y avait pas de combattants palestiniens à proximité de l'équipe de Shireen Abu Akleh. Israël avait alors proposé une enquête conjointe avec les Palestiniens – l'Autorité palestinienne avait refusé, de peur d'être manipulée.

Le 12 mai, le gouvernement israélien qualifiait d'« irresponsables » les accusations « hâtives » contre l'un de ses soldats. Le 13 mai, revirement : l'armée israélienne concédait « une possibilité que M^{me} Abu Akleh [...] ait été touchée par le tir d'un soldat » qui visait des combattants palestiniens – la version, là encore, contredisait celle des témoins sur place. Le 5 septembre, quand l'émotion était retombée, Israël avait finalement annoncé les résultats de son enquête militaire, concluant à « une forte possibilité » que la journaliste ait été

« accidentellement touchée » par un tir israélien. Aucun soldat n'a été mis en examen.

Listes terrifiantes

En France, des relais médiatiques ont aussi régulièrement minimisé les crimes israéliens à Gaza. L'éditorialiste Caroline Fourest estimait notamment sur BFMTV, en janvier 2024, que « quand on a une source unique terroriste », le Hamas, « il faut diviser les chiffres, si ce n'est par cinq, au moins par dix ». À l'époque, Israël est déjà accusé par l'Afrique du Sud d'enfreindre la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide devant la Cour internationale de justice.

Face à ces campagnes de délégitimation, le ministère de la santé palestinien a rendu publiques à plusieurs reprises ses données validées par l'Autorité palestinienne de Ramallah – que l'on ne peut guère accuser de complaisance avec le Hamas. Sur des centaines de pages, des noms, des dates de naissance et des numéros d'identité des victimes sont présentés pour donner un état-civil aux morts. Israël étant l'autorité qui délivre les documents d'identité aux Palestiniens dans les territoires occupés dont Gaza fait partie, il lui est facile de vérifier ces données.

Au plus fort des massacres, alors que les hôpitaux étaient systématiquement attaqués, le recueil de ces statistiques a parfois été altéré. Certains doublons ont été repérés – il s'agit d'erreurs à la marge, rectifiées depuis. Des milliers de corps n'ont pas été formellement identifiés mais ils ont été répertoriés une fois arrivés à la morgue. Certains ont été déclarés par les familles, à travers une procédure très encadrée. L'ONU et les ONG sur place considèrent les chiffres comme fiables.

La plongée dans le détail de ces listes de morts éloigne la froideur des statistiques. Dix-sept bébés ont été tués le jour de leur naissance, 115 dans leur premier mois de vie, 1 054 avant d'avoir 1 an. Les Palestiniens sont niés jusque dans leur mort, que l'on met en doute. À ces dizaines de milliers de dépouilles qui sont parvenues dans les morgues de Gaza s'ajoutent probablement des milliers, voire des dizaines de milliers d'autres : des cadavres prisonniers des décombres, des victimes de la famine qui n'ont pas été déclarées, des malades qui ont succombé au siège israélien et au manque d'hygiène, des

nourrissons morts de froid.

« Ces atrocités sont d'autant plus graves que, pour de nombreux Israéliens, elles ne sont pas considérées comme telles, relatait le journaliste de Haaretz Nir Hasson. Des dizaines d'entre eux ont publié sans vergogne des commentaires se réjouissant de la mort d'Ayesha, un bébé de quelques semaines, des suites d'une hypothermie. »

En juin 2025, une étude basée sur des projections à partir d'un échantillon de deux mille foyers (environ 9 700 personnes) à Gaza, menée notamment par l'économiste américano-britannique Michael Spagat et par le politologue palestinien Khalil Shikaki, estimait que déjà 100 000 personnes étaient mortes à Gaza – l'immense majorité dans des bombardements ou tuées par des tirs israéliens.

Depuis l'entrée en vigueur du prétendu cessez-le-feu, le 11 octobre 2025, 526 Palestinien·nes ont été tué·es, soit plus de quatre morts par jour. Le 30 janvier, une série de bombardements israéliens ont tué 26 personnes dans la bande de Gaza. L'armée affirme avoir riposté après que huit Palestiniens étaient sortis d'un tunnel à Rafah, dans le sud de l'enclave, et avoir bombardé des infrastructures

du Hamas et du Jihad islamique.

Au cœur de la ville de Gaza, une chambre d'un appartement résidentiel a été visée. Selon un voisin, cinq Palestiniennes ont été tuées dans le bombardement, dont trois fillettes. Le reste du logement n'a pas été touché. Le quartier est sous le choc : la famille y habitait depuis des décennies, tout le monde les connaissait, le père n'était pas connu pour faire partie du Hamas ou du Jihad islamique. Sollicitée par Mediapart, l'armée israélienne n'a pas répondu sur ces faits.

Désormais, constate ce voisin, même les Palestinien·nes en sont venu·es à se poser cette question après un bombardement : est-ce que quelqu'un était un combattant parmi les personnes tuées ? Pourquoi l'endroit a-t-il été frappé ? Comme si la présence d'un soutien du Hamas ou du Jihad islamique rendait acceptable que des lignées entières soient anéanties. *« Les Israéliens ont réussi à faire en sorte que toute frappe soit justifiée, déplore-t-il. Alors que ce n'est pas vrai. »*

Clothilde Mraffko